L'emploi

production et de fermer l'usine Nelson Brothers, à Port Edward, pour concentrer toutes ses activités à la nouvelle usine située sur la côte, à Prince-Rupert.

Dans la péninsule de Saanich, la culture de la pomme de terre était florissante depuis nombre d'années, mais le ministre de l'Agriculture a interdit l'exportation de ces pommes de terre à cause d'un parasite connu sous le nom de nématode doré. Les producteurs locaux ont fait une proposition raisonnable qui, à leur avis, permettrait de sauver leur industrie et 180 emplois. Ils ont demandé à rencontrer le ministre, mais ce dernier n'a même pas encore accusé réception de leur demande. Dans une ville comme Victoria, où 18 établissements industriels ferment leurs portes en un an, il arrive un moment où la perte générale est telle que les autres établissements en font autant.

Encore une fois dans ma circonscription, il y a la société Honeymoon Bay où 356 emplois permanents ont été perdus. Les raisons de la fermeture de cette entreprise sont plutôt évidentes: une scierie vétuste, une pénurie de bois de sciage et une baisse de la demande sur les marchés. Il y a environ 40 ans, la scierie était toute neuve et était campée sur un magnifique terrain boisé. J'aimerais vous demander, monsieur l'Orateur, de même qu'aux autres députés si vous croyez que les travailleurs de la Honeymoon Bay auraient agi de la même façon s'ils avaient eu la responsabilité de planifier l'avenir de leur localité? Auraient-ils accaparé des profits énormes qu'ils auraient envoyés à Vancouver et dans des centres urbains des États-Unis? Auraient-ils empêché les profits et laissé décrépir l'usine? Auraient-ils adopté des méthodes de coupe qui ne tiennent pas compte du lendemain? Auraient-ils eu pour politique d'exporter des quantités énormes de bois d'œuvre au Japon ou en Australie où ce bois était transformé plutôt que d'exiger que toute transformation imaginable soit faite en Colombie-Britannique?

Si les travailleurs avaient eu la possibilité de faire des projets pour leurs propres emplois, ils auraient bien mieux réussi que les sociétés multinationales ne l'ont fait jusqu'à présent. Celles-ci ont pour seul but de réaliser des bénéfices, puis de partir en mettant les localités en faillite et les travailleurs au chômage.

A cause du chômage qui sévit dans des secteurs importants, les magasins, les concessionnaires automobiles et bien des secteurs secondaires ont des problèmes. Dans un pays jeune comme le Canada, le chômage n'est pas un malheur tombé du ciel; il est provoqué, il est causé par des décisions prises par des hommes. Ces décisions sont la conséquence des politiques du gouvernement actuel.

En tout premier lieu, les taux d'intérêts sont élevés à l'heure actuelle et la demande a baissé dans le domaine du logement, ce qui a eu des répercussions sur les travailleurs des usines de contre-plaqué et sur les ouvriers du bâtiment. Le maintien des taux d'intérêt à un niveau élevé fait fléchir la demande chez les consommateurs; il s'agit pourtant d'une politique officielle et systématique du gouvernement.

Deuxièmement, nous avons une économie qui repose sur l'exportation de matières premières ou de ressources semi-transformées—la vassalisation économique. J'ai trouvé intéressant d'entendre le secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor (M. Kelly) dire cet après-midi que l'une des causes du chômage, c'est que nous avons une économie de filiales manufacturières. Cela sonnait presque comme l'idée

que nous exprimons depuis plusieurs années. Il a ajouté que cela n'avait absolument rien à voir avec la politique du gouvernement.

M. Kelly: Je ne disais pas cela pour votre gouverne mais pour la leur.

M. Manly: Quand le député prétend que cela n'a rien à voir avec la politique du gouvernement, alors que depuis la Seconde Guerre mondiale le gouvernement libéral prend la voie facile vers l'industrialisation en invitant les filiales au Canada au lieu de développer notre propre secteur manufacturier, il ne tient aucun compte des faits. L'exportation de nos richesses naturelles et tout le secteur de la fabrication, dominé par les filiales étrangères, sont entièrement à la merci de décisions prises à l'étranger. En somme, notre économie doit obéir à des forces sur lesquelles nous n'avons aucun contrôle. Au beau milieu de la crise qui sévit aujourd'hui, le gouvernement reste apathique, se contentant de dire qu'il n'y peut rien et que ce n'est vraiment pas ce qu'il souhaite.

● (2050)

La troisième cause à cette crise du chômage c'est l'impuissance du gouvernement et son irrésolution. Permettez que je vous en donne quelques petits exemples. Étant donné la surexploitation qui menace les stocks de poissons en Colombie-Britannique, le gouvernement a décidé d'établir un système de licences régionales. En somme un pêcheur peut être autorisé à pêcher soit sur la partie nord ou la partie sud de la côte. Cependant, pour faciliter la tâche aux pêcheurs propriétaires de bateaux, le détenteur d'un permis dans le nord peut le transférer à un autre propriétaire exploitant dans le sud. Cela signifie qu'un propriétaire de bateau peut détenir une licence de pêche pour le nord et pour le sud à condition qu'il s'entende avec le propriétaire d'un autre bateau. Il se peut qu'une telle décision puisse contribuer à protéger les stocks de poissons. Chose certaine, elle réduit bien des pêcheurs au chômage. En fait, leur nombre a été réduit de moitié.

Hier, le député de Skeena (M. Fulton) a exposé les problèmes particuliers de l'industrie du cuivre. Permettez-moi d'avancer quelques solutions qu'on devrait y apporter. D'abord, le gouvernement devrait faire baisser les taux d'intérêt et débloquer des fonds pour l'habitation, deux choses qui s'imposent de toute urgence. Il devrait aussi exiger des garanties des grandes sociétés qui viennent s'implanter au Canada pour exploiter nos richesses naturelles. On pourrait aussi facilement aider les particuliers par exemple, en modifiant les règlements de l'assurance-chômage de manière à permettre aux travailleurs les plus anciens de prendre des congés temporaires à la place des jeunes qui ne font que débiter et ont besoin de gagner à tout prix.

L'automne dernier, le gouvernement de la Colombie-Britannique a tenu une session qui s'est avérée totalement improductive. Le gouvernement créditiste de la Colombie-Britannique est formé d'une coalition de libéraux et de conservateurs. Si bien que lorsque de graves problèmes se posent, le gouvernement a le choix entre deux solutions. La première, réduire les services sociaux et la deuxième, abandonner à vil prix l'exploitation des richesses naturelles dans l'espoir de recueillir assez de fonds en vue d'une prochaine élection. Le Nouveau parti démocratique a présenté 19 solutions réalistes et raisonnables qu'il a proposé au gouvernement d'adopter. Toutes ont été rejetées. Je voudrais énumérer quelques-unes de ces proposi-